



## *La mise en scène de la passion par les professionnels de la politique*

par Christian Le Bart

La politique contemporaine entretient avec les passions une relation ambivalente. D'un côté, il est évident que la passion constitue un des ressorts de l'engagement, et que c'est grâce à elle que des individus s'impliquent dans l'action politique en s'émancipant d'un calcul d'intérêt étroit qui, comme l'a montré Olson, les inciterait plutôt à l'attentisme. Mais d'un autre côté, il semble non moins évident que la passion peut constituer une force de nature à déstabiliser les institutions, à dépacifier la société. La démocratie représentative suppose un moyen terme, optimum d'indifférence disait Philippe Braud (1991). Elle demande des citoyens minimalement passionnés par la politique, au point d'accepter de faire vivre et de célébrer les grandes échéances (par exemple électorales), de perpétuer les rites (voyage des chefs d'Etat), bref de croire en la politique. Sans un minimum de passion pour la politique, la démocratie représentative sombre faute de légitimité. A l'inverse, et parce qu'elle organise une division du travail politique très forte, cette même démocratie participative s'accommode assez bien du déclin des passions politiques. Elle en suppose en tous cas la régulation (Ansart, 1983, 1992 ; Braud, 2004). Que les citoyens ordinaires laissent faire les professionnels, qu'ils vaquent à leurs affaires et laissent agir ces derniers : la démocratie représentative attend des citoyens qu'ils fixent leurs passions sur d'autres terrains que la politique : l'argent (Hirschman, 1980), l'amour, la vie privée, le loisir... Qu'il y ait des passionnés en nombre suffisant pour rendre possible le jeu démocratique, pour nourrir la vie politique, mais que le plus grand nombre soit acquis à l'idée que la vraie vie est ailleurs, que la politique ne mérite pas qu'on s'y engage passionnément.



Les professionnels de la politique, du coup, se trouvent soumis à une double injonction paradoxale. D'un côté, ils sont dépositaires de la passion politique, de l'autre, ils participent de sa régulation. Il leur faut afficher un goût pour la politique qui va au-delà du simple intérêt de carrière, et même de la simple inclinaison personnelle. La passion doit se donner à voir pour une activité qui ne se laisse jamais définir comme un simple métier. La légitimation de la politique suppose un discours de sacralisation qui s'accommoderait mal de sa dévalorisation en banale activité professionnelle. Mais en même temps qu'ils doivent affirmer leur passion pour la politique, ces professionnels doivent participer de la régulation desdites passions.

#### LE DECLIN DES PASSIONS EN POLITIQUE

Lorsque, jeune président, il publie *Démocratie Française*<sup>1</sup>, Valéry Giscard d'Estaing plaide pour une vision dépassionnée de la politique. Il prétend présenter à la France "un projet, non qui excite ses querelles, mais qui les apaise" (p. 174). Le projet est précédé d'un diagnostic (la première partie s'intitule : *La France telle qu'elle est*) qui se veut aussi objectif que possible. Le ton est celui du constat : VGE écrit "après avoir étudié l'Histoire [de la France], observé sa politique, et recherché la solution de ses problèmes concrets" (p. 22). La plume présidentielle fait l'économie du lyrisme. Au passage, l'auteur dénonce "les limites des idéologies traditionnelles", marxisme et libéralisme. Il leur fait reproche d' "échapper largement au domaine scientifique", et incrimine explicitement la passion : "la passion, écrit-il, bien plus que la raison, a conservé jusqu'à ce jour [le marxisme et le libéralisme], bien qu'étant de moins en moins représentatifs des réalités observables dans nos sociétés, de moins en moins adaptés à la résolution de nos difficultés concrètes" (p. 39). D'où vient ce discrédit contemporain de la passion ?

La construction de la démocratie représentative moderne est inséparable de ce que Norbert Elias a appelé le processus de civilisation (1973). On connaît la thèse du grand sociologue de la Société de Cour : la disposition à l'autocontrôle se serait diffusée au sein des sociétés occidentales, sur plusieurs siècles, depuis un centre politique (la Cour) vers les périphéries territoriales et sociales. A partir du moment où le monarque parvient à désarmer ses concurrents, à les transformer en courtisans, la lutte politique prend une tournure nouvelle : non plus la guerre comme lutte à mort pour s'emparer, armes à la main, du pouvoir, mais la compétition pacifiée pour influencer le pouvoir central. Cette compétition civilisée, dont par exemple Versailles sera le théâtre, précipite l'avènement d'un homme nouveau : le courtisan. Celui-ci se définit par un rapport inédit aux émotions et aux passions. Celles-ci doivent être régulées, à l'image de la fougue chevaleresque désormais illégitime. Le courtisan porte

---

<sup>1</sup> Fayard, 1976.



un masque, fait bonne figure, la façade qu'il donne à voir ne doit pas trahir ses émotions. Au mieux, la passion se déplace vers d'autres terrains (amours, arts...), au pire elle s'éteint.

Max Weber (1959) emprunte au même jeu d'hypothèses sociohistoriques quand il décrit l'avènement d'une modernité inscrite sous le signe de la rationalité. Le processus de rationalisation du monde occidental délégitime la passion synonyme d'irrationalité et d'imprévisibilité. La froide raison bureaucratise le monde à tous les niveaux : politique (Etat moderne), économique (capitalisme), culturel (la science remplace la religion), artistique, etc. S'impose comme norme hégémonique dans tous les domaines de l'activité humaine le calcul de rationalité. L'individu emporté par la passion appartient au passé, l'individu moderne est un froid stratège.

Le champ politique est directement touché par ce processus de civilisation / rationalisation. Cette évolution est repérable à deux niveaux : au niveau des pratiques objectives, il est clair que le processus de professionnalisation transforme le champ politique dans le sens d'une plus grande rationalité ; au niveau de la communication politique, l'insistance mise sur la rationalité est un bon indicateur de la faible légitimité aujourd'hui conférée au registre de la passion.

On peut sans difficulté recenser tous les secteurs du champ politique dont l'évolution, sur plusieurs décennies, s'inscrit dans le cadre que l'on vient de décrire. Le plus évident est sans doute l'action publique, de plus en plus souvent référée à un souci d'efficience ou d'efficacité. Tout se passe comme si l'action publique trouvait désormais la source de sa légitimité dans la référence à une culture technique inspirée des sciences sociales et du management : quel problème s'agit-il de régler ? Quels moyens peut-on mobiliser pour ce faire ? Ces moyens sont-ils efficaces ? Le problème est-il réglé, et à quel prix ? La culture du diagnostic, de l'évaluation et de l'expertise transforme le processus décisionnel en cheminement surdéterminé par l'exigence de rationalité. La situation observée est-elle préférable à la situation de départ ? Les moyens mobilisés sont-ils en rapport avec le problème à résoudre ? Chaque micro-arbitrage ou chaque décision est référé au souci d'observer froidement et sans *a priori* les situations. Enrôlant les sciences sociales, les sciences et techniques de la décision comptabilisent, objectivent, dénombrent, quantifient, classent, s'efforcent en un mot de développer une vision scientifique du monde. Implicitement les passions sont disqualifiées : ainsi la passion idéologique est-elle accusée d'aveugler l'observateur. Elle doit être neutralisée. L'expert ou le fonctionnaire seront valorisés pour leur capacité à observer les choses froidement, de l'extérieur, avec le détachement qui rend possible l'objectivité. L'action publique est au mieux fondée sur des valeurs politiques, des préférences ou des orientations idéologiques. Mais celles-ci doivent être déclinées sans référence à la passion. L'Etat providence impose une bureaucratie qui peut fonctionner en faisant l'économie de l'engagement initial passionnel. Il repose sur des dispositifs institutionnels de veille, de contrôle, de prise en charge, et d'action publique. La division du travail et la professionnalisation font le reste.



Mais cette relative routinisation de l'action publique peut-elle faire l'économie de la passion du côté des politiques eux-mêmes, c'est-à-dire à sa source ? Force est de constater que sur ce terrain aussi la professionnalisation marginalise la passion. Sans que la carrière politique soit banalisée au point de constituer une profession comme les autres, remarquons la rationalisation des moyens désormais mobilisés pour faire de la politique. Les stratégies électorales font l'économie d'une réflexion sur le charisme et préfèrent calculer froidement des parts de marché (électoral). Sondages et techniques plus ou moins importées des sciences sociales servent des technologies de conquête de l'opinion inspirées du marketing.

Il est clair que le recrutement des professionnels de la politique a accentué cette tendance à la professionnalisation et à la rationalisation des activités politiques. Beaucoup d'entre eux sont, en France plus qu'ailleurs il est vrai, des hauts-fonctionnaires de formation. D'où une transformation des rôles politiques dans le sens d'un rapprochement significatif du rôle de haut-fonctionnaire. Celui-ci, on le sait là encore depuis au moins Max Weber, se définit par le souci de rationalité, voire de froideur. Le monde de l'administration tire sa spécificité et sa légitimité de sa prétention à éradiquer les passions, les émotions, pour ne donner à voir que la rationalité bureaucratique. L'entrée en politique suppose certes de renoncer partiellement à cet éthos bureaucratique, mais les énarques ne troquent pas du jour au lendemain un habitus contre un autre. La montée en puissance des énarques au sein de la classe politique française s'est accompagnée d'une transformation partielle des façons de faire de la politique. La caricature d'un Alain Juppé "droit dans ses bottes", réputé "froid", pourrait ici servir d'exemple paradigmatique. Car les qualités qui font le haut-fonctionnaire exemplaire ne peuvent être reproduites mécaniquement dans le champ politique, où il s'agit de savoir faire preuve d'écoute, de compréhension, d'humaine empathie. Mais si les émotions ne sauraient donc être absentes de la présentation de soi des professionnels de la politique, il semble bien que la passion, elle, ait été définitivement démonétisée. Plus exactement, elle se trouve cantonnée à quelques registres (voir la seconde partie). Lorsqu'il effectue un choix, lorsqu'il prend une décision, lorsqu'il argumente pour convaincre, le politique doit contenir en lui la passion. Les étiquettes partisans, par exemple, constituent des ancrages qui demeurent structurants, mais font-elles l'objet d'un attachement passionnel ? Elles définissent une position, elles permettent d'identifier et de situer les acteurs politiques, mais autorisent-elles pour autant l'affirmation passionnelle d'une préférence idéologique ? Rien n'est moins sûr. Il y a au contraire fort à parier que l'enfermement dans la passion apparaisse comme un stigmate. Elle est désormais perçue comme signe d'intolérance, et marque un déficit d'ouverture d'esprit ou de malléabilité. Si les trajectoires trop volatiles sont elles-mêmes stigmatisées (exemple de Eric Besson, présenté comme traître), l'attachement passionnel à une idéologie, à une ligne politique, est peu valorisé. On a essayé de le montrer à propos des élus locaux, qui ont tendance aujourd'hui à définir leur rôle en référence à l'ouverture d'esprit, à la capacité au dialogue, et à tout ce qui manifeste un certain détachement idéologique (Le Bart, 2009). La valorisation du pragmatisme est sans doute plus forte



au niveau local que dans le champ politique central, mais là-aussi les choses évoluent. La passion idéologique est perçue comme immobilisme, incapacité à s'adapter, etc. Les mutations du parti travailliste sous l'égide de Tony Blair pourraient ici servir d'exemple.

Même chez les non professionnels de la politique, cette tendance à la rationalisation et à la démonétisation des passions s'observe. Le militantisme est lui-même travaillé par ces évolutions, alors qu'historiquement il s'est construit sur la valorisation de la sincérité, de l'authenticité, du don de soi. Le langage de la rationalité a pourtant fini par s'imposer aux dépens des passions : qu'il s'agisse du choix d'un lieu d'engagement (ONG, partis politique ?), d'un moyen d'action (grève ou pas ?), ou même du choix de s'engager (pour combien de temps ? pour faire quoi concrètement ? avec quels types de bénéfices individuels ?), les trajectoires militantes sont travaillées par le souci de calculer au plus juste ; on est loin de la passion qui suspend le calcul de rationalité, par exemple parce que l'adhésion à une fin ultime délégitimerait toute réflexion sur les moyens utilisés. Les discours militants sont eux-mêmes caractérisés par le souci de convaincre à partir d'arguments sérieux, à partir de données objectives, si possibles quantifiables. Les mouvements sociaux affrontent les gouvernants sur le terrain de l'expertise et du diagnostic social au moins autant que sur celui des valeurs. Ils proposent des alternatives, objectivent les problèmes qu'ils souhaitent voir pris en charge, démontrent la faisabilité des solutions proposées. La passion militante compose avec le souci de penser l'action publique de façon rationnelle.

#### LA NOSTALGIE CHEVALERESQUE : LA PASSION *POUR* LA POLITIQUE

L'argumentaire précédent fait pourtant l'impasse sur une donnée centrale : les professionnels de la politique, s'ils sont pris dans le jeu de la pacification, de la professionnalisation, et de la rationalisation, sont aussi, marginalement sans doute mais significativement tout de même, les dépositaires de la passion. La division du travail entre hauts-fonctionnaires et politiques a pu s'effacer pour partie, elle n'a pas fait disparaître le distinguo entre ces deux familles de rôle. Les politiques ne sont jamais simplement des décideurs ou des managers, ils demeurent redevables d'une définition complémentaire de leur rôle en référence au symbolique, aux identités, aux émotions. Ils doivent donner à voir une certaine disposition à la passion. Non plus, on l'a dit, la mauvaise passion, la passion idéologique synonyme d'enfermement et d'intolérance. La seule passion désormais légitime est la passion *pour* la politique. Politique est ici évidemment entendu au sens le plus noble du terme. Il ne saurait s'agir de la politique politicienne, que tous s'efforceront au contraire de dénoncer. La politique qui mérite qu'on se passionne pour elle, c'est le service des autres, le règlement des problèmes de société.

En témoigne par exemple l'ouvrage publié par Nicolas Sarkozy en 1995 et précisément intitulé : *Au bout de la passion, l'équilibre*. Celui qui n'est encore que ministre en cours de ralliement à Edouard Balladur à la veille de la présidentielle





assume le terme passion. Il analyse son engagement politique en référence au souci de vivre des "aventures collectives", et non pas "de petites choses". On rencontre ici ce que Norbert Elias appelle la "nostalgie chevaleresque". "Je voulais passionnément, écrit-il encore, être acteur et non spectateur" (p. 18). Il évoque dans la même page sa "passion pour la France". Et même si le titre (qui n'est pas explicité dans le corps du texte) suggère un processus de domestication desdites passions (l' "équilibre" mentionné est sans doute l'équilibre entre passion et raison), l'homme entend ne pas sacrifier ses dispositions premières: "J'assume, dit-il, ma passion pour la chose publique" (p. 118). La quatrième de couverture nous présente Nicolas Sarkozy comme "tout en passion et pourtant apaisé".

Comme VGE cité précédemment, et alors qu'il prétend, quelques années plus tard, au même rôle présidentiel, Nicolas Sarkozy fonde son projet présidentiel sur un diagnostic qu'il veut objectif<sup>2</sup>. Mais le ton est plus volontiers lyrique, et la passion n'est pas honteuse lorsqu'elle porte sur les deux objets suivants: la France d'un côté, la politique de l'autre. Le candidat évoque d'entrée de jeu "la fierté d'être français et la passion de la politique" (p. 10). Il dit son "admiration" pour les grandes figures du gaullisme (p. 11), à propos desquelles il écrit: "Ils m'ont appris à croire à la politique" (p. 12). Il confesse son admiration sans réserve pour Georges Mandel, en qui il admire "la passion de la politique" (p. 20). Et conclut: "J'aime la politique parce que j'aime les autres" (p. 18).

Par son exceptionnelle grandeur, le rôle présidentiel appelle sans doute cette rhétorique de la passion contenue et cantonnée aux seuls éléments constitutifs dudit rôle. Façon de dire qu'on ne devient pas président sans être habité par celui-ci. Du côté des professionnels de la politique en position plus ordinaire, la place conférée à la passion est-elle différente? Pas vraiment en réalité. Dans *La Tentation de Venise* (Grasset, 1993), même s'il laisse entrevoir, y compris dans le titre, un certain détachement et une certaine lassitude, Alain Juppé emprunte aux deux mêmes registres: passion pour l'activité politique en tant que telle ("J'aime la politique", p. 275), et passion pour la cité qu'il s'agit de gouverner, à l'époque le 18<sup>ème</sup> arrondissement de Paris ("je me suis pris de passion pour cette ville dans la Ville", p. 278).

Le même Alain Juppé, dans un ouvrage ultérieur,<sup>3</sup> explicite de façon particulièrement intéressante son rapport à la passion. Il dit souffrir, à un moment difficile de sa trajectoire politique, de l'image qui est la sienne: celle d'un haut-fonctionnaire "droit dans ses bottes", froid, sans émotion<sup>4</sup>. Procès en désajustement par rapport aux définitions standardisées du professionnel de la politique qui doit

---

<sup>2</sup> *Ensemble*, XO éditions, 2007.

<sup>3</sup> *France, mon pays; lettres d'un voyageur*, Laffont, 2006. Pour une analyse de ce livre, voir: Ch. Le Bart, 2009.

<sup>4</sup> Il évoque sa "prétendue froideur" (p. 28).



conjuguer raison et passion ? L'ancien favori de Jacques Chirac commence par dire (en s'adressant à ses enfants) sa passion pour la politique :

si j'ai accepté les contraintes de cette *vocation*, au risque de vous en faire porter le poids, au risque même de compromettre l'unité familiale, c'est bien qu'une passion *m'habitait*. Cette passion qui m'avait, *sans que j'en aie pleinement conscience* encore, *guidé* au moment de mes premiers choix universitaires. (p. 26)

La passion (pour la politique) est ici définie très classiquement : elle est extérieure à l'individu, elle s'empare de lui, elle l'emporte, il n'en est ni le sujet ni le responsable. Elle est donc par nature irrationnelle, exposant celui qui en est victime à des prises de risques inconsidérées. L'individu ne s'appartient plus. On est aux antipodes de l'image du haut-fonctionnaire calculateur et mesurant ses investissements dans telle ou telle carrière.

Alain Juppé tente ensuite de revendiquer un juste équilibre entre passion et raison. Il désamorce la contradiction qui les oppose :

on n'analyse pas froidement une passion, même quand on fait de la raison et de la modération la mesure de toute chose, comme j'y suis enclin par tempérament depuis que je suis sorti des turbulences mystiques ou romantiques de l'adolescence. Encore que je ne voie nulle contradiction entre raison et passion. Je me pique même de pratiquer ces deux vertus à la fois. (*Ibid.*)

La passion a droit de cité en politique quant elle est cantonnée à l'oubli de soi et à la générosité dans l'engagement pour autrui.

Passion de la politique, donc. Il y a d'abord les causes que l'on défend (...) Non, il n'est pas vrai que tous les hommes politiques soient cyniques, dépourvus de conviction (...) Je ne crois pas que l'on puisse durablement faire de la politique, à un certain niveau, si l'on n'est pas habité par un idéal, une foi, un projet. (p. 27)

Comme précédemment, la passion trouve à s'accomplir à destination d'un groupe : nation, territoire, groupe social. Comme son prédécesseur Jacques Chaban-Delmas, Juppé évoque son "histoire d'amour" avec Bordeaux (p. 30).

Dernier exemple strictement convergent : dans un ouvrage d'entretiens publié en 1989, et significativement intitulé *Passion et longueur de temps*, Edouard Balladur revient sur la première cohabitation et formule des propositions. Il évoque les passions en termes ambivalents. D'un côté, cet homme réputé pour sa grande courtoisie ouvre sa réflexion sur une déploration de l'intolérance politique selon lui typiquement française ("Depuis toujours, les Français poussent à l'extrême les combats de la politique"; combats synonymes de "haines inexpiables, d'affrontements violents, de désordres civils", p.7). D'où un plaidoyer pour la tolérance. Mais d'autre part, il affirme (cette fois-ci dans les dernières lignes du livre) la nécessité de faire vivre les passions politiques :



j'ai voulu, écrit-il, faire l'éloge de la persévérance (...) et celui de la passion. On trouve parfois les passions absurdes : mais comment vivre sans elles ? Le scepticisme est une résignation. C'est d'enthousiasme que la France a besoin. (p. 374)

Les plus exposés des professionnels de la politique sont contraints par les définitions rigides de l'excellence politique aujourd'hui. Ces prescriptions de rôle imposent de conjuguer raison et passion : passion pour la politique (au sens noble de service des autres), et nécessairement passion pour le groupe des citoyens au service desquels on se met. Pour le reste, c'est la raison qui doit l'emporter et seule inspirer les arbitrages décisionnels, les choix de carrière, et d'une façon générale les stratégies politiques. Pour faire formule, on dira que la passion est ce qui donne l'envie de faire de la politique, tandis que la raison inspire les stratégies politiques. La rationalité s'impose comme impératif au moment de décider, mais elle n'est pas la force qui inspire le désir d'entrer en politique.

Le métier politique est aujourd'hui défini comme fragile équilibre entre bonne et mauvaise passion (le politique doit se passionner pour la politique mais doit arbitrer de façon dépassionnée) ; ou entre bonne et mauvaise rationalité (le politique doit calculer ses décisions mais il doit se dévouer sans compter). La question est donc moins celle de la part respective de ces deux instances que celle de ce à quoi on les applique : la raison n'est pas à sa place si elle a pour objet de transformer la vocation politique en simple métier ou en simple carrière ; la passion n'est pas à la sienne lorsqu'elle inspire des décisions politiques irréalistes, idéologiques, à l'emporte-pièce.

Ce jeu assez serré de contraintes et de définitions s'applique donc aux professionnels de la politique. A mesure que l'on s'éloigne du centre du champ politique, il se relâche. François Léotard, sortant dudit champ (il a renoncé à toute activité et à toute responsabilité politiques) peut en toute impunité adopter une posture différente des précédentes. Il peut faire, le temps d'un pamphlet contre Nicolas Sarkozy, l'apologie de la mauvaise foi, de l'emportement, de l'excès : "Bien sûr j'exagère ! (...) Mais il faut être excessif ! L'excès me fait du bien. C'est le cholestérol du pauvre". (p. 14)

Ce contre-exemple suggère que le champ politique tel qu'il est structuré par et pour les professionnels de la politique contribue à la régulation des passions. La politique n'est pas un univers civilisé au sein duquel l'auto-contrôle interdirait d'emprunter d'autres chemins que ceux de la froide rationalité ; elle n'est pas non plus un univers de compensation où les passions trouveraient à s'exprimer et à se réfugier. Elle constitue un champ d'activité où les passions, tantôt interdites, tantôt obligatoires, sont strictement régulées.





BIBLIOGRAPHIE

- Ansart P., 1983, *La gestion des passions politiques*, L'âge d'Homme, Lausanne.  
Ansart P., 1992, *Les cliniciens des passions politiques*, Seuil, Paris.  
Balladur E., 1989, *Passion et longueur de temps*, Fayard, Paris.  
Braud Ph., 1991, *Le jardin des délices démocratiques*, Presses de la FNSP, Paris.  
Braud Ph., 2004, *Violences Politiques*, Seuil, Paris.  
Elias N., 1973, *La civilisation des mœurs*, Presses Pocket, Paris.  
Giscard d'Estaing V., 1976, *Démocratie française*, Fayard, Paris.  
Hirschman A. O., 1980, *Les passions et les intérêts*, PUF, coll. "quadrige", (trad.), Paris.  
Juppé A., 2006, *France, mon pays ; lettres d'un voyageur*, Laffont, Paris.  
Le Bart Ch., "Les nouveaux registres de légitimation des élus locaux", in Bidégaray Ch., Cadiou S., et Pina Ch., 2009, *L'élu local aujourd'hui*, PUG, Grenoble.  
Le Bart Ch., "L'étranger comme ressourcement : le séjour québécois d'Alain Juppé", *Pôle Sud*, n°30, 2009, p. 31-45.  
Le Bart Ch., "Le pamphlet politique aujourd'hui : une catégorie honteuse ? ", *Mots*, n° 91, à paraître.  
Léotard F., 2008, *Ca va mal finir*, Grasset, Paris.  
Sarkozy N., 2007, *Ensemble*, XO éditions, Paris.  
Sarkozy N., 1995, *Au bout de la passion, l'équilibre*, A. Michel, Paris.  
Weber M., 1959, *Le savant et le politique*, Plon, Paris.

---

**Christian Le Bart** est professeur en sciences politiques à l'Université de Rennes; il est directeur du CRAPE (Centre de Recherche sur l'Action politique en Europe). Ses principaux axes de recherche sont l'analyse du discours politique, les problèmes d'identité et de mobilisation politiques, la communication médiatique dans l'espace public.

Parmi ses publications:

- Le Bart Ch., 2008, *L'individualisation*, Presses de Sciences Po, Paris ;  
Le Bart Ch, Ambroise J.-C., 2000, *Les fans des Beatles, sociologie d'une passion*, Presses Universitaires de Rennes.

[christian.lebart.1@univ-rennes1.fr](mailto:christian.lebart.1@univ-rennes1.fr)